

Comment mettre fin à l'immigration transméditerranéenne ?

Jacques Bichot

Publié le 4 juillet 2017 sur Magistro et le 5 sur Politique matin

Dans *Le Figaro* du 3 juillet 2017, une grande photo maritime illustre un article intitulé : « Migrants : l'Italie menace de fermer ses ports ». Elle a pour légende : « Des migrants approchent de la côte italienne après avoir été secourus au large de la Lybie, le 20 juin. » Dans le corps de l'article il est précisé que « la majorité des nouveaux arrivants sont recueillis en mer, non loin des côtes libyennes, par des bâtiments militaires et civils de deux opérations de sauvetage de l'UE, 'Sophia' et 'Triton'. » Les secouristes civils agissent pour le compte d'ONG. Il est également expliqué que « les Africains débarqués au sud de l'Italie sont avant tout des migrants 'économiques'. Ils sont voués à l'expulsion à terme, à la différence des bénéficiaires du droit d'asile comme les réfugiés de guerre syriens ».

Exception faite des perspectives chimériques d'expulsion à terme, ces quelques indications exposent correctement plusieurs des données techniques du problème ; ajoutons-leur le rôle joué par les organisations mafieuses qui amènent les migrants jusqu'à la côte libyenne et les massent dans des conditions inhumaines sur des embarcations souvent aussi vermoulues que surchargées, et passons à l'analyse.

Clairement, les marines de guerre et les ONG sont utilisées comme auxiliaires du crime organisé : elles permettent aux mafieux de faire traverser la Méditerranée, en utilisant des rafiots, à des centaines de milliers de personnes lourdement rançonnées. Les impôts (ou les emprunts des trésors publics, puisque l'Italie et la France n'auraient pas le premier sou pour financer leurs opérations si elles ne recouraient pas au crédit) servent donc à maximiser le chiffre d'affaire et les bénéfices d'organisations que, par ailleurs, nos polices sont supposées combattre.

Ensuite, naturellement, il est plus difficile de trouver de l'argent pour subventionner les ONG qui, au lieu de travailler à faire venir les Africains en Europe, les aident à mieux vivre dans leur propre pays. Pourtant, la démonstration faite par les dirigeants de l'Œuvre d'Orient, selon laquelle aider les gens à rester sur place coûte moins cher que les aider à s'expatrier, tout en

correspondant mieux à leur désir, est transposable aux pays africains. Un milliard d'euros injecté correctement – ce qui n'est hélas pas toujours le cas – dans le développement des pays d'origine permet d'améliorer davantage que l'immigration de masse le sort de personnes plus nombreuses. L'Europe a fait le choix de la solution la plus coûteuse et la moins efficace.

Alors, que faire ? Si les navires de guerre mobilisés pour des missions de sauvetage ramenaient les Africains sur la côte libyenne, au lieu de permettre au crime organisé de leur faire gagner l'Italie en surchargeant des rafiots qui ne valent plus rien, ce serait un grand pas en avant. S'ils étaient de plus chargés d'intercepter le plus près possible du rivage libyen les bateaux qui ne sont pas en perdition, de ramener à terre leurs occupants, et de détruire les embarcations, le problème serait réglé pour une part importante, et la croissance des budgets affectés aux migrants serait stoppée, permettant d'affecter des moyens croissants à l'aide au développement.

Comme souvent, il convient de traiter les causes pour ne plus avoir à gaspiller des fortunes à essayer de faire face aux conséquences. Une maxime militaire indique l'état d'esprit qui permet d'agir dans ce sens : « Ne pas subir ». Je me souviens que l'un de mes frères, né 9 ans avant moi, avait placardé cette devise sur un mur de sa chambre quand il préparait Saint-Cyr. La même formule a récemment servi de titre à Philippe Lobjois et Michel Olivier pour un livre, publié l'an dernier chez Fayard, qui propose une résistance plus efficace au terrorisme. Actuellement, l'Union européenne a largement choisi de subir le phénomène migratoire, pour ne pas avoir à s'occuper de ses causes. C'est cet état d'esprit bécasson et résigné qu'il faut révoquer.

Il est hélas trop tard pour pouvoir diminuer fortement, à bref délai, les moyens affectés au curatif (les efforts nécessaires pour s'occuper correctement de millions d'immigrés) ; mais il n'en est que plus urgent de prendre les mesures de bon sens, proactives, qui permettront d'avancer dans le sens du développement du Sud plutôt que de l'invasion du Nord.